



AFRIQUE/MALAWI - Le froid de la nuit et le refroidissement de l'économie

Lilongwe (Agence Fides) – « Le froid de la nuit est particulièrement vif et cette année, il est arrivé véritablement à l'improviste » écrit à l'Agence Fides le Père Piergiorgio Gamba, missionnaire montfortain qui œuvre depuis des décennies au Malawi. « Mais ce qui est plus froid encore, c'est la situation économique du Malawi » souligne le Père Gamba.

« Après un an de libre fluctuation du cours de la monnaie nationale, le Kwacha, qui avait même dépassé le cours de 500 Kwachas pour 1 Euro, ce dernier est descendu à l'improviste en dessous ou aux alentours de 400 Kwachas pour 1 Euro » explique le missionnaire. Par conséquent, « le paysan qui a vendu son tabac ou son coton en dollars à un bon prix se trouve maintenant payé par les banques en monnaie locale en perdant plus de 100 Kwachas par dollar. Malgré une bonne récolte, l'argent ne suffit plus au paysan pour compenser ce qu'il avait dépensé en engrais, semences et antiparasitaires (nécessaires surtout dans la culture du coton). Ceux qui y gagnent, ce sont les acheteurs et les banques ».

Le Père Gamba rappelle en outre une affaire dont avait fait mention la presse internationale. « Récemment, le gouvernement a présenté un vaste programme qui voulait surtout aider les jeunes par le biais de l'exportation de main-d'œuvre vers des pays qui en avaient fait la demande dans le cadre d'un contrat de quatre ans. Le premier contingent de 363 jeunes était prêt à partir pour la Corée du Sud. Le départ était une question de jours. Après beaucoup de bruit et aussi beaucoup de corruption, dans la mesure où tous les jeunes choisis semblaient avoir la carte du parti au pouvoir, tout a maintenant été annulé, soi-disant faute de la qualification nécessaire ou encore du fait de délais nécessaires afin de mettre en place un contrat à si long terme. En somme, tous sont rentrés chez eux en silence ».

« Autour de tous ces changements plane l'ombre des élections politiques de mai 2014 – sachant qu'en juillet commence l'enregistrement des votants, qui est le premier signal des élections en l'absence d'un état-civil – et le gouvernement veut prouver à tout prix qu'il est capable de diriger le pays » conclut le missionnaire. (L.M.)
(Agence Fides 14/06/2013)